



LE TEMPS DES CERISES

Le temps des cerises représente pour les français, la période pendant laquelle ces délicieux petits fruits rouges abondent sur les cerisiers, où, le beau temps est installé, où, l'amour et les futurs jours de vacances approchent en apportant repos et une forme d'insouciance. Cependant à une lettre près, cela change complètement de sens.

La crise économique qui perdure à travers le monde a détérioré les conditions de vie de nombre d'habitants. Fragilisés par une trésorerie faible et un savoir-faire inapproprié au rendement imposé, ce sont les petits producteurs en zone rurale qui sont les plus frappés avec la chute des prix des cultures. Le seul remède au problème : la professionnalisation de leurs activités.

Prenons les cas des caisses de microcrédit et des « greniers de sécurité alimentaire » (banques de céréales).

Les caisses de microcrédit sont inspirées directement de la fameuse Grameen Bank fondée par Mohammed Yunus au Bangladesh. Elle permettent aux personnes d'accéder à des crédits souvent salutaires. Si le principe est génial, on constate malheureusement que son application n'est pas sans poser des problèmes quant au sérieux et à la viabilité de certaines structures : une caisse qui ferme du jour au lendemain par mauvaise gouvernance ou par non remboursement des prêts dans le délai imparti ; des dirigeants qui s'enfuient avec tout l'argent épargné par les membres ; une rentabilité insuffisante... sont autant de raisons qui ont poussé des gouvernements à agir.

Par exemple, le 21/12/2005, le ministère de l'économie et des finances du Cameroun publiait une liste de 205 établissements de microfinance devant fermer. L'objectif était d'assainir le secteur du microcrédit et de n'autoriser que les structures agréées qui répondaient à un minimum de conditions garantissant ainsi un minimum de professionnalisme. L'agrément était refusé aux établissements qui

n'avaient pas de siège social, qui affichaient un manque de rentabilité financière, ou un problème de mauvaise gestion. De même le respect des lois et des procédures était exigé et ainsi certaines caisses se sont vu refuser l'agrément parce qu'ils pratiquaient le microcrédit avant d'en avoir reçu l'autorisation. Cela peut sembler exagérément rigide, mais dans le monde procédurier et impitoyable qui se dessine, le non-respect des conventions peut avoir des conséquences désastreuses et pour l'établissement de microcrédit et surtout pour ses membres qui ont quelques fois placé toute leur épargne.

Le même problème se pose pour les greniers de sécurité alimentaire – GSA (terme plus approprié pour désigner l'activité concernée que celui de banque de céréales). Nombre de ces GSA ont dû fermer leur portes parce qu'ils ne pouvaient pas se suffire à eux-mêmes et avoir un minimum de fonds de roulement. Solidarité Mondiale contre la Faim compte aussi parmi ses projets des GSA ayant à faire face à de grosses difficultés d'autonomie. Les prix de vente qui s'effondrent, des conditions météorologiques défavorables, des stocks qui ne se vendent pas... sont d'autant de causes extérieures introduisant de sérieux risques d'échec.

Tout comme pour les structures de microfinance, les GSA doivent être le plus parés possible pour faire face aux conditions indésirables externes. On pourrait s'attendre à entendre dire que, pour bien faire fonctionner, une structure de microcrédit ou bien un GSA ne nécessiterait que savoir faire, bon sens et travail ! Or le taux d'échec croissant de ces édifices prouve que cela n'est plus vrai ! La raison ? En réalité, les causes sont multiples, mais ce n'est pas l'objectif de cet édito d'en faire l'analyse. Cependant nous pouvons affirmer que l'on ne peut pas s'improviser responsable d'une caisse de microcrédit ou d'un GSA. Il faut nécessairement passer par la formation et la professionnalisation du personnel. Ce professionnalisme sera l'élément qui permettra aux petites structures manquant de ressources humaines et de moyens financiers, d'anticiper, de réagir et d'assurer la pérennité de leurs établissements.

Ici, les comités de suivi ont peut-être un rôle important à jouer.

John De La Cruz

Sommaire

<i>Edito : Le Temps des cerises</i>	p	1
<i>Hong Kong</i>	p	2
<i>Réseau Solidarité</i>	p	2
<i>La grippe aviaire</i>	p	3-4
<i>Altermondes</i>	p	4
<i>Promenades africaines...</i>	p	5-6
<i>Point de vue</i>	p	7
<i>L'ours</i>	p	8

Un Africain à Hong-Kong

Notre ami Bernard Njonga, secrétaire du SAILD et président de l'ACDIC de Yaoundé, dont le combat contre les importations massives et incontrôlées de poulets congelés au Cameroun est maintenant connu du monde entier, était invité à ce titre à la réunion de Janvier 2006 de l'OMC à Hong Kong sur la libéralisation du commerce des produits agricoles. Ses impressions....

Si vous m'autorisiez quelques commentaires, je commencerais par avouer que le fait d'avoir été intégré dans la délégation officielle était une très bonne chose, à plusieurs titres : Nous avons pu participer à toutes les rencontres préparatoires nationales et sous-régionales, ce qui nous a permis de faire valoir nos idées, nos préoccupations jusqu'à Hong Kong... Notre présence en dehors et dedans à Hong Kong nous a permis d'animer chaque jour par voie de téléphone des tranches d'antenne de 30 min très suivies au Cameroun. Nous avons ainsi pu informer, raconter au commun des auditeurs ce qui se passait à Hong Kong et répondre aux questions que les auditeurs nous posaient. Nous avons pu, en tant que délégué, accéder à tous les lieux de négociation et ce n'est pas rien de savoir et de voir comment ça se passe. Nous sommes rentrés avec un carnet d'adresses bien fourni, et que dire des petits échanges que nous avons pu avoir avec Rob Portmanv (chef de la délégation américaine), Peter Mandelson, Bo Xilai de la Chine... etc. C'est étonnant de voir combien toutes ces élites croient dur comme fer à ce qu'ils pensent et disent... même si au dehors, des paysans coréens crient à la mort de l'OMC. Nous avons aussi permanentement servi de pont entre les deux mondes, en faisant circuler très rapidement des documents, les positions des uns et autres, les tendances, les humeurs et aussi les "bruits de couloir".

Après ces quelques éléments de forme, je ne saurais cacher que, sur le fond, je suis rentré un peu déçu. D'abord par la globalité des négociations que je considère désavantageuses et un échec pour les africains. A défaut de ne rien obtenir, ils ont obtenu ce qui ne leur sert à rien. J'ai particulièrement mal vécu les négociations sur le coton, en deux moments. D'abord lorsque les américains ont rencontré le "groupe des quatre" africains en négociation bilatérale. 35 membres de la délégation américaine étaient présents face à 8 africains, alors qu'on parle de 25.000 cotoniculteurs américains contre 10 millions de leurs homologues africains. Ça m'a marqué. Ensuite lors de la session sur le coton, les ministres africains qui défilent à la tribune pour décrier (parfois avec émotion excessive) les subventions américaines, sans qu'aucun d'eux ne revendique plutôt des subventions pour les cotoniculteurs africains (et pourtant, la Banque Mondiale, le FMI et autres qui voient d'un mauvais œil ces subventions du côté africain étaient bien représentés dans la salle). Je préfère encore une campagne pour les subventions aux producteurs africains que contre les subventions aux américains. Ce serait au moins une campagne positive. On peut tout reprocher à la forme et au fond, n'empêche que j'ai bien aimé la manière décidée, même si parfois arrogante, avec laquelle les américains défendent les subventions à leurs producteurs. Les européens ont eux aussi fait la part belle aux producteurs lors des discussions sur le budget de la commission. C'est tout à fait dans l'air du temps de défendre les subventions aux producteurs... sauf peut-être en Afrique.



Et que dire du monde des ONG, celui de l'autre côté - le mien ? Sans rien, mais alors rien enlever à l'engagement individuel et même collectif des personnes qui les composent, vous allez peut-être me trouver sévère. Il faut le dire, le contraste avec le monde de dedans est saisissant. Aucune organisation/préparation digne d'influer le dedans, voire même d'honorer l'organisation générale de la conférence. Un cafouillage, chacun jouant sa partition ou peut-être son existence, des clivages contreproductifs. Des rencontres et ateliers qui ne réunissent que les organisateurs comme participants... au meilleur des cas.... alors que les gens courent dans tous les sens au dehors entre deux étages. Il était évident que les ONG ne se sont véritablement pas préparées pour agir ensemble à Hong-Kong. Et ceux d'en face le savaient.

Normal donc que tout ce passe comme si les organisateurs de la conférence aménagent une place aux ONG à l'extérieur pour légitimer ce qui se passe dedans. En matière d'organisation et d'expression, les paysans coréens qui criaient "mort à l'OMC" dans la rue ont fait montre d'une organisation exemplaire. Même si c'est grâce ou à cause d'eux que j'ai pu goûter au gaz lacrymogène.

A mon humble avis, nous autres ONG devons beaucoup nous questionner, questionner nos méthodes et pratiques pour espérer influencer sur le cours des évolutions et des changements qui s'opèrent sous nos yeux. A une organisation, nous devrions opposer une organisation. Aux idées, opposer des idées, des alternatives crédibles et réalistes. D'après ce que j'ai vu à Hongkong, tel ne semble pas encore être le cas et face à une machine comme l'OMC, les ONG ont encore beaucoup de lacunes pour espérer influencer véritablement sur le cours des négociations.

A quand les états généraux des ONG ? A quand une véritable stratégie mondiale de plaidoyer pour les ONG. Il y a l'OMC des gouvernants, il faut l'OMC des ONG. Comme pour dire qu'en Afrique Centrale, il y a la CEMAC des Etats, il nous faut construire la CEMAC de la Société Civile.

Bernard Njonga

Un appel de Réseau-Solidarité

BANGLADESH - ARRETONS L'HECATOMBE !

Il y a un an, le 11 avril 2005, l'usine textile de Spectrum-Shahriyar s'effondre au Bangladesh. La catastrophe cause la mort de 64 personnes, en blesse 74 - dont certaines resteront handicapées à vie - et laisse des centaines d'ouvriers sans ressources. Depuis, les victimes luttent pour leur dignité, faisant valoir leur droit à une indemnisation juste et durable. Elles demandent aussi que le nécessaire soit fait pour éviter d'autres drames, mais peinent à être entendues. Une série de nouveaux accidents meurtriers, survenus en février et mars 2006, vient malheureusement de démontrer tout le chemin qui reste à parcourir. Les organisations syndicales locales dénoncent "l'irresponsabilité et les négligences" de ceux qui organisent la filière (autorités publiques, exportateurs locaux, acheteurs internationaux) et sont décidées à obtenir des améliorations. Symboliquement, elles ont choisi la date du 11 avril pour célébrer une "Journée internationale d'action pour la santé et la sécurité des travailleurs au Bangladesh". Elles en appellent à la solidarité internationale pour renforcer l'écho de leurs propositions.

Internautes ! allez voir sur <http://www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite/>



« La grippe aviaire, quelle catastrophe ! »

Ce sont les termes du même Bernard Njonga, rendant compte des effets directs et indirects de l'apparition de la maladie dans un élevage avicole camerounais (voir encadré page suivante)

Depuis sa diffusion en Extrême Orient en 2003, la grippe aviaire a poursuivi inexorablement sa progression vers l'ouest et le sud, pour atteindre l'Afrique en 2006. Cette maladie, on le sait, appartient à la famille de « l'influenza aviaire » provoquée par quelques virus dérivant d'une même souche aux pouvoirs pathogènes différenciés. Les aviculteurs africains déjà connaissent bien la variante « peste aviaire » de l'influenza qui décime de temps à autres leurs élevages (cf groupement Miwonovi de Djankassé au Togo, et, plus récemment, CBDIBA de Bohicon au Bénin). Cependant, si dommageable qu'elle soit, la peste aviaire n'atteint pas la virulence de la « grippe aviaire » et, surtout, elle ne se transmet pas à l'homme.

Car la « grippe aviaire » due à la souche H5N1 du virus se distingue par une virulence exceptionnelle, une capacité de contagion très élevée étendue à de nombreuses espèces d'oiseaux, et une aptitude à contaminer, dans des conditions de promiscuité étroite, certains mammifères dont l'homme. Près d'une centaine de personnes, sur le double qui l'ont contractée, en sont décédées à travers le monde en 3 ans. Et la très grande crainte des biologistes est que, compte tenu de la forte aptitude de cette famille de virus à la mutation, le H5N1 donne naissance à une souche plus adaptée à l'homme, qui entraînerait une hécatombe humaine à l'échelle de la planète.

C'est ce qui justifie la mise en place d'un réseau d'alerte sur le pied de guerre et coordonné par l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (O.I.E.) ainsi que celle de mesures drastiques de protection des élevages (confinement, vaccination) là où la maladie apparaît. Le C.A. de SMF relaie depuis plusieurs mois par Internet les alertes de l'OIE ainsi que des articles significatifs de la presse à destination de ses ONG locales d'appui. Tout groupement globidarien peut s'adresser à l'ONG d'encadrement dont il dépend pour accéder à ces documents.

Les deux voies principales de diffusion de la maladie sont les oiseaux migrateurs et les échanges humains. La première est la mieux connue. Les couloirs de migration, est-ouest, nord-sud et retour sont parfaitement identifiés pour chaque espèce de migrateur ainsi que les régions relais et les époques. C'est pourquoi on a d'abord accordé au début une unique attention à cette voie de dissémination. Cependant, sachant qu'un oiseau contaminé perd rapidement ses forces et ne survit que quelques heures, il s'avérait très peu probable que la barrière saharienne puisse être franchie.

Or la grippe aviaire est apparue en début d'année au Nigeria, puis au Niger, au Cameroun et au Burkina Faso, malgré les mesures prises rapidement dans ces deux derniers pays. *"Nous pensons que les migrateurs peuvent jouer un rôle important dans la propagation à longue distance du virus, mais nous n'excluons pas la voie du commerce d'animaux ou de produits infectés, résume Samuel Jutzi, directeur de la santé et de la production animales à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Aujourd'hui, l'industrie avicole est le secteur le plus globalisé de la production animale, au travers des sous-produits de la volaille, mais aussi des "poussins d'un jour", qui circulent par millions (in Le Monde, 30.03.2006).*

Et, de fait, les autorités nigérianes ont rapidement imputé l'apparition de la maladie à des transferts commerciaux à partir de la Chine, où la maladie est apparue en 1996, y restant confinée jusqu'en 2003, date de son extension au Vietnam... à partir d'échanges commerciaux aussi

A vrai dire, il semble bien que les 2 processus se renforcent l'un l'autre. Des migrateurs peuvent se contaminer au contact d'élevages malades et vice-versa. Un migrateur malade ne peut pas emporter la maladie bien loin, mais les élevages qu'il contamine peuvent servir de relais à la maladie vis-à-vis de migrateurs sains¹. D'autre part l'existence avérée de migrateurs « porteurs sains », c'est-à-dire contaminés par le virus mais n'exprimant pas la maladie, induit 2 conséquences : *i/* que ces porteurs sains peuvent réellement emporter la maladie au loin (mais dans ce cas la progression de la maladie devrait être rapide s'ils sont assez nombreux), *ii/* que s'ils sont sains, c'est qu'il existe des populations d'oiseaux capables de résister à la maladie : c'est plutôt une bonne nouvelle pour le long terme.

Aujourd'hui, une grande partie de la lutte contre l'extension de la maladie réside dans la capacité des gouvernements concernés à confiner et éradiquer la maladie dans les zones infestées en réglementant sévèrement les échanges de produits avicoles, y compris les fientes de compostage. Si ceci est facile pour le commerce légal, c'est beaucoup plus problématique pour les trafics clandestins ou hors-commerce. D'où la nécessité d'accompagner ces mesures par une éducation complète des populations sur la question.

Nul ne doit être exclu de cette éducation, d'autant que la peur de la maladie et l'ignorance induisent par ailleurs des psychoses de masse capables d'effondrer en peu de temps les filières avicoles locales (cf encadré).

(1) On pourrait expliquer ainsi la progression assez étonnante de la grippe aviaire vers l'Europe occidentale, par des migrateurs à faible rayon d'action (cygnes), poussés par un hiver exceptionnellement rigoureux en Europe orientale et contaminés au contact des élevages d'Europe de l'Est, eux-mêmes victimes des échanges commerciaux le long du transsibérien.

AC

Ainsi donc, l'heure est à la vigilance. Nul ne sait quelle sera l'ampleur ni la durée de l'épidémie. C'est la raison pour laquelle le C.A. de SMF a décidé le 2 avril de suspendre jusqu'à nouvel ordre tout financement d'un nouvel élevage avicole en Afrique sub-saharienne.

Les demandeurs peuvent, s'ils le désirent, présenter un projet de substitution. Les dossiers en cours (ECOFAM en RDC et Nebnooma au Burkina Faso) seront traités en priorité.

Psychose !

Vous ne l'imaginez peut-être pas, la grippe aviaire (ou plutôt la psychose qu'elle a créée chez les consommateurs) fait mal... très mal... surtout aux aviculteurs qui doivent gérer leur malheur tout seuls dans leur petit coin.

Tenez ! ces trois photos que j'ai prises le samedi dernier 1^{er} avril. Pas un poisson d'avril !



Ø Photo 1 : 150.000 oeufs qui partent en fumée, brûlés par les aviculteurs. Des oeufs qui n'ont pas pu être vendus et qui se décomposaient.

Ø Photo 2 : des oeufs en vrac au sol (on dirait des graines d'arachide) chez un aviculteur. Il manque des alvéoles (pour classer les oeufs) qui étaient importées du Nigeria, la frontière étant fermée. Il manque de consommateurs, psychose grippe aviaire. Pire, 40% de la production camerounaise des oeufs étaient vendus dans la sous région. Les frontières sont fermées et le Cameroun doit garder ses oeufs avec lui.



Ø Photo 3 : 5 oeufs à 100 F CFA c'est à dire un oeuf à 20 FCFA au lieu de 60. C'est tout dire !



Vous avez la chance de ne voir que ces photos. Le plus dur, c'est quand vous avez le "pauvre" producteur en face, sans aucun espoir de recevoir quoi que ce soit de qui que ce soit. Ça vous fait quelque chose.

Vivement que cette grippe parte !

Point n'est besoin de vous dire que la filière avicole nationale avait décollé (suite à l'action vigoureuse de l'ACDIC contre les importations de poulets congelés au Cameroun, ndlr)... bref !..

Bernard Njonga

Altermondes n° 5

SOMMAIRE :

- Ø Dossier pédagogique de 16 pages sur le thème "Education : Un enjeu pour le développement" (réalisé en partenariat avec Aide & Action, FSU, Handicap international, SGEN CFTD, Solidarité laïque et UNSA).
- Ø Analyses : victoire du Hamas en Palestine, bilan du tsunami un an après, une réflexion sur le genre et la journée internationale de la femme, un retour sur les forums sociaux de Bamako et Caracas, etc...
- Ø Actualité : actualité des ONG, des témoignages, des portraits et la rubrique culturelle.

A noter !

Altermondes baisse ses tarifs : 5 € le numéro (contre 7,5 €) et 20 € l'abonnement. Autre nouveauté, un site internet est disponible depuis fin mars :

www.altermondes.org



Promenades africaines...



Non, il ne s'agit pas ici d'une invitation au tourisme de loisir. Simplement, nous portons nos pas là où se signalent ceux qui, vivant dans le besoin, nous font partager leurs projets. Non pas errances, mais préludes ou accompagnements de la solidarité.



un tour au Burkina Faso ONG CEPROFET ?

Que se passe-t-il avec cette ONG (Centre de PROduction et de Formation en Elevage Tropical) qui apparaissait prometteuse au début de nos contacts avec elle en l'an 2000 ? Après nous avoir accompagné et validé le financement d'un premier projet, celui du groupement de femmes peules « Gemnati » au village de Gonsé Peul, à 20 km de Ouagadougou, le coordonnateur de cette ONG Burkinabé, Monsieur Romuald SAWADOGO ne nous donne plus signe de vie à présent. Le groupement « Guemnati » était adhérent à SMF depuis plusieurs années. La présidente n'est pas en capacité de pouvoir nous écrire directement. Toutes les correspondances écrites passaient par le CEPROFET. Ces femmes ont-elles reçues le financement de leur projet ? Après avoir confirmé par courrier postal le 16 avril 2004 la réception du financement total du projet d'élevage de moutons de case, Romuald SAWADOGO ne répond plus à nos courriers et reste très évasif les rares fois où il est joint au téléphone. Il s'est pourtant engagé dans le contrat de solidarité qu'il a signé avec SMF à nous écrire des compte rendus semestriels relatant la mise en place du projet et les difficultés rencontrées. Qu'en est il des autres groupements comme par exemple Pag la Yiri (projet avicole) que nous avions rencontré également en 2002 avec Guemnati au siège du CEPROFET en présence de KUADJO Yaovi, notre secrétaire fédéral actuel ? Le Conseil d'Administration de SMF est résolu à mettre tous les moyens en œuvre dans les mois et les années à venir pour éclaircir cette affaire. Le délégué élu de SMF pour l'Afrique de l'Ouest, Monsieur Dramane TRAORÉ est désormais missionné par le CA pour rencontrer le CEPROFET et éclaircir cette situation dans les meilleurs délais avant de prendre des résolutions judiciaires si nécessaire. Que sont devenues les cotisations de centaines d'africains investies dans le financement du projet des femmes de Guemnati ? Sommes nous face à une situation de corruption et de détournement de fonds ? Les autres partenaires du CEPROFET rencontrent-ils les mêmes difficultés que SMF ? En l'absence d'explication, toutes les hypothèses sont possibles.

L'enquête ne s'arrêtera pas tant que le budget alloué n'aura pas été constaté comme affecté à son objectif initial.

Nous tiendrons les membres de SMF répartis sur tous les continents au courant des suites données à ce dossier. Nous espérons encore ne pas être en situation de détournement de fonds à des fins personnelles.

Christian Trianneau



Nouaillé Maupertuis : une démarche respectueuse des pratiques africaines



Nouaillé Maupertuis, c'est le nom d'une commune près de la ville de Poitiers à 340 km au sud de Paris, en France. Le Conseil Municipal a décidé de s'inscrire dans la démarche de solidarité de SMF (Solidarité Mondiale contre la Faim) en finançant le microcrédit prévu en 2006 par SMF auprès de l'ONG ADRI au Burkina Faso. Une rencontre avait eu lieu début mai 2005 entre le maire : Monsieur Henri BOSQ, et le président de l'association régionale des Citoyens du Monde, domicilié dans cette commune, qui recevait Monsieur Dramane TRAORÉ, de l'ADRI (Action pour le Développement Rural Intégré). Monsieur Traoré est également administrateur élu de SMF, et se trouvait de passage en France à l'occasion de la tenue d'un Conseil d'administration de SMF. La communication est tout de suite bien passée entre le maire français et le responsable africain qui a présenté les difficultés des populations de sa région. Dans les mois qui ont suivi, la réflexion de la municipalité française a porté sur comment aider l'ADRI dans ses actions sur le terrain, en respectant les fonctionnements de cette ONG mais également en s'inscrivant dans la philosophie d'intervention de SMF. C'est

ainsi que le choix s'est porté progressivement sur le financement de microcrédits dans un premier temps auprès des membres de 5 groupements villageois de la région de Bobo Dioulasso. Une activité bancaire que l'ADRI pratique déjà à petite échelle. Le fonds de roulement de ce microcrédit a été versé début avril 2006. Les groupements sont encadrés sur place de longue date par Dramane TRAORÉ et sont également adhérents à SMF et en attente d'un financement de leurs projets alimentaires.

(Suite page 6)

un tour en RD Congo

Projet avicole à Mont Ngafula

Mont Ngafula est une commune du sud de la ville de Kinshasa, c'est une région de collines où la saison des pluies s'étend d'octobre à mai. Mont Ngafula, Selembao, autre commune du sud de Kinshasa, sont de nouveaux lieux de peuplement. La situation économique y est très difficile. C'est à Selembao que se trouve le siège social d'ECOFAM association présidée par M. David Ngoy Tshite et c'est à Mont Ngafula que devait voir le jour le projet d'élevage de poules pondeuses initié par les membres d'ECOFAM. (Economat Familial). Ils sont adhérents à SMF depuis 1993 pour les plus anciens. L'histoire bouleversée et éprouvante de la population a fait que les relations avec SMF ont été interrompues à plusieurs reprises, ce qui explique l'ancienneté du projet (n° 94.10.CD), mais elles sont régulières depuis quelques années.

Le projet consiste en l'aménagement de deux annexes d'un bâtiment

Voici ce que nous écrit Dramane TRAORÉ dans sa lettre du 16 janvier 2006 : « *il s'agit avec ce microcrédit de permettre par exemple à ces femmes rurales d'acheter au bord du champ des céréales pour les revendre aux commerçants qui font le marché du village, afin de réaliser des bénéfices qui leur permettront d'améliorer leur quotidien alimentaire, d'acheter des fournitures scolaires pour les enfants et des médicaments* ».

La Municipalité de Nouaillé Maupertuis apprécie la pérennité des microcrédits car ils se déplacent plusieurs fois sur d'autres groupements quand l'un d'entre eux est financé par SMF. Elle appréciera aussi toutes les informations écrites que les responsables de ces groupements et l'ADRI pourront lui faire parvenir régulièrement dans les mois et les années à venir par l'intermédiaire de Dramane TRAORÉ.

Ch.T.

appartenant à l'association et en l'achat d'une bande de poussins avec matériel d'élevage et soins vétérinaires. Les œufs trouvent facilement un débouché auprès d'une population à la recherche d'une nourriture relativement peu chère. Il en sera vendu également sur les marchés et dans les restaurants de Kinshasa.

Un but du projet est aussi d'éduquer une partie de la population et de lui redonner du dynamisme en montrant qu'il est possible de mener à bien un petit élevage pour sa consommation familiale.

D.C.

Hélas, le projet qui a été déclaré finançable lors du conseil d'administration des 1^{er} et 2 avril dernier, est momentanément suspendu à cause de la grippe aviaire (voir l'article sur ce sujet). ECOFAM sera invitée à présenter un projet de substitution si elle le désire.

un tour au Togo

Le maraîchage du groupement Ma Gloire

Le rapport de démarrage des activités du groupement Ma GLOIRE a pris un peu de retard parce que les premières pépinières n'ont pas bien réussi. Alors le groupement a dû reprendre une seconde pépinière. Depuis début Janvier 2006, le groupement dispose de :

20 planches de piments
24 planches d'oignons
18 planches de carottes
05 planches de poivrons
05 planches d'épinards

Actuellement, le groupement est en train de faire l'épandage d'engrais organique (fientes de volailles et de compost) sur les planches. Les premières récoltes sont attendues pour fin mars 2006. Une estimation des récoltes attendues donne les résultats suivants :



Piment :	2 000 F CFA x 20 =	40.000 F CFA
Oignon :	4 000 F CFA x 24 =	96 000 F CFA
Carottes :	5 000 F CFA x 18 =	90 000 F CFA
Poivron :	4 000 F CFA x 5 =	20 000 F CFA
Épinard :	1 500 F CFA x 5 =	7.500 F CFA

Le total nous donne un montant de deux cent cinquante trois mille cinq cent (253.500) F CFA. Ce résultat est une prévision qui pourrait toutefois s'augmenter parce que nous sommes en période où les produits maraîchers coûtent cher sur le marché.

Aussi, le groupement est en train de confectionner d'autres planches pour de nouveaux semis prévus pour la 3^{ème} semaine de Février 2006. Cependant, il faut noter qu'à partir du mois de Juin jusqu'en Août, les pluies commencent et les produits locaux seront en abondance sur le marché et les récoltes connaîtront une baisse. D'où les activités seront un peu au ralenti durant cette période.

Notons que tout le système d'irrigation et les autres équipements sont mis en place. Le groupement a fait également une clôture sur 1 hectare avec des matériaux locaux pour empêcher les animaux en divagation de détruire les plants. Il règne dans le groupement une certaine ambiance.

La Chargée de suivi des Activités SMF au sud-Togo
Mlle DEKPO Tchotcho (APGA)

point de vue : un droit de survie pour la planète

Quel est le résultat d'un siècle de progrès ? Plus d'habitants, plus de richesses produites, plus d'énergie consommée. Une espérance de vie à la naissance qui a pratiquement doublé, quoiqu'elle reste à peine améliorée en de nombreuses zones défavorisées en raison de la faim, de la misère, de la pauvreté et de la maladie. Une formidable croissance des biens et des services sur lesquels repose le développement de notre société. Une « consommation » qui a atteint un niveau tel qu'elle est indissociable du « mythe du progrès », générateur de bien-être et d'émancipation sociale.

Mais, le progrès a aussi des conséquences humaines et écologiques dramatiques pour l'aventure de l'homme et l'avenir de notre planète. Car l'exploit a un revers : réchauffement climatique de la planète, émissions de gaz à effet de serre, pollution de l'air, dilapidation des ressources non renouvelables, gaspillage de l'eau. Notre planète est-elle condamnée à la mort par notre faute ?

Quelles que soient nos opinions, nous sommes tous d'accord que nous devons, dès à présent et impérativement rééquilibrer notre façon de vivre, notre consommation et la gestion du « progrès » si nous voulons protéger notre environnement, préserver la biosphère et assurer une « solidarité ». Ces nouveaux impératifs nous contraignent à mieux gérer les biens de notre planète pour :

- Ø Un accès à l'ensemble des populations,
- Ø Une gestion et une utilisation raisonnée des matières premières non renouvelables
- Ø Un développement équitable et durable pour l'ensemble des populations.

Le progrès anarchique passé ne saurait donc plus nous tenir lieu de projet de civilisation pour notre avenir et pour la survie de notre planète.

La dictature du « consommable »

« *Je dois consommer pour exister, pour être moderne, pour accepter le progrès. Je consomme, donc je suis générateur de bien-être et d'émancipation sociale.* » Mais alors pourquoi, sur notre planète, plus d'un tiers des individus n'ont ni toit, ni nourriture, ni soins ? Comment évoquer le déchirement que provoque pour chacun de nous une réelle et urgente remise en cause du progrès par la diminution de nos consommations, et une marginalisation radicale si nous nous opposons au diktat du consommable ?

Car en dépit de notre volonté commune de protéger notre planète, nos censeurs nous délivrent un message permanent de toujours plus consommer si nous voulons être acteurs du « progrès » et bénéficiaires des « richesses produites ». Comment, réagir à cette logique, si nous ne voulons pas être suicidaires ?

Il y a urgence pour chacun d'agir individuellement et collectivement pour une décélération programmée et progressive des besoins et pour une décroissance de toutes les formes de production et de consommation dévastatrice et prédatrice. Car, pour l'instant notre responsabilité est entière pour notre participation active ou passive aux énormes gains des sociétés sans visages mais avec portefeuilles d'actions qui détiennent la réalité du pouvoir économique et politique et détruisent allègrement notre planète. Nos responsabilités « anonymes » sont « sans limites » dans une société de super-finance et commerce mondial, de super-gain destiné à de superprofits pour quelques-uns !

La croissance infinie des biens et des services qui fondent le développement de notre société actuelle est suicidaire pour chacun de nous, pour les populations comme pour la planète. La répartition des richesses produites restera toujours inaccessible, pour l'essentiel, à la grande majorité des populations de la planète si nous n'inventons pas de nouvelles règles d'économie pour un nouveau projet de civilisation.

Etres des acteurs actifs d'un « alternative »

Comme acteurs d'une citoyenneté qui repose sur la fraternité et la solidarité mondiales, nous devons être capables de construire et de garantir à travers nos divers engagements un développement humain viable pour tous, synonyme de décroissance pour les uns et de croissance pour les autres, qui tienne compte de la « réévaluation » de certains droits et de biens pour l'individu, comme l'éducation, la santé préventive, les arts, les sports, les loisirs, la convivialité, les relations humaines, l'entraide et la solidarité mutuelle. Nous devons être capables de mettre en place une véritable institution démocratique mondiale de solidarité régulatrice d'une l'économie solidaire, créatrice d'un revenu minimum d'existence et d'un corps d'intervention d'urgence pour faire face aux catastrophes humanitaires. Nous devons demander un moratoire sur l'innovation technologique écologique et une réorientation de la recherche en fonction des aspirations nouvelles de progrès pour l'homme :

- Ø Réévaluer, reconceptualiser, relocaliser, redistribuer, réduire, recycler nos méthodes et nos pratiques
- Ø Adopter pour nous-même et planifier un programme de transition quantifiable
- Ø Diminuer nos consommations d'énergie et de matières non renouvelables
- Ø Relocaliser les activités et les services
- Ø Restaurer une agriculture paysanne écologique, et des productions locales
- Ø Stimuler un développement de la « production » de biens relationnels
- Ø Réduire les gaspillages d'énergies et de l'eau

Pour nous, qui dépensons déjà énormément de temps bénévole pour des actions de citoyenneté, de solidarité et d'urgences humanitaires, il y a urgence de « revendiquer » un droit citoyen d'ingérence pour de « réelles alternatives de vie ». Car, pour le futur, nous n'avons plus le droit de laisser des populations entières continuer de rêver d'urgence humanitaire, d'aide et de solidarité pour simplement survivre.

Mesdames, messieurs les politiques, laissez de côté vos appartenances partisans. Comme simples citoyens « actifs » devenez enfin véritablement solidaires. Puis du local au mondial, soyez partenaires d'un « développement humain viable », qui prenne enfin en compte l'équité des échanges. Au niveau local, participez activement à la mise en place d'une Institution mondiale de Solidarité représentative des populations et des peuples de la planète, capable d'apporter des solutions aux problèmes qui se posent et qui menacent l'ensemble de la planète : La faim, la misère, la guerre, les pollutions, la destruction des richesses naturelles.

Il y a urgence !

Alain Bal



GLOBIDAR FAIT SES COMPTES !

L'année 2004 s'est terminée le 26 décembre par le terrible Tsunami qui a ravagé les côtes de l'Asie du sud. La générosité publique mondiale qui s'en est suivie a eu des répercussions sur nos comptes de janvier et février 2005, puisqu'il n'est pas dans notre nature de faire partie des équipes de secours d'urgence. Puis les rentrées de cotisations sont redevenues régulières, d'un niveau comparable aux années précédentes. Merci et bravo à tous les Globidariens pour leur fidélité !

L'autre source de financement des projets vient des remboursements des précédents prêts. Là, il faut constater que les circonstances n'ont pas été faciles pour tout le monde : 10 % de baisse. Bravo aux Globidariens des groupements AJES, Les Cinq Doigts, Agblegnon, Avenir, GOT, ADID, GPAA et ELEMAWUSSI qui ont fait ce qu'ils pouvaient pour honorer au moins partiellement leur contrat de solidarité, **et nos encouragements à tous les autres groupements dont leurs remboursements permettront le financement des projets qui attendent !**

Voici quelques chiffres :

En recettes :

Cotisations et dons :	19 130 €
Remboursements de prêts :	3 755 €
Ventes, abonnements et divers :	797 €

En dépenses :

Information et communication :	2 406 €
Administration (dont les déplacements) :	2 536 €
Animations et activités :	906 €
Divers (dont assurances) :	270 €

Les financements réalisés en 2005 : GEMAN, MA GLOIRE, ATODOP (au Togo) ; BE-TIOU, DJIGUITOUGOU et YEREGNINI (au Burkina Faso) ; Aide d'urgence (au Bénin) ; CPA CIFUNZI (au Congo R.D.)

pour un total de : **19 752,37 €**

Merci et bravo. Et que l'année 2006 soit encore meilleure !

Globidar

Formation au mondialisme au BENIN

Le CBDIBA

(Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base)

organise un SEMINAIRE D'ETUDES MONDIALISTES à Bohicon,

ville limitrophe de la capitale historique Abomey,

Du 6 au 8 octobre 2006,

pour 15 à 50 participants

Programme :

- Traditions, cultures, droits et devoirs humains ;
- La démocratie béninoise, les démocraties ouest Africaines, peut-on s'en inspirer pour un militantisme pour la démocratie mondiale ?
- Que doivent être l'ONU et ses institutions internationales pour instaurer une vraie démocratie mondiale ?
- Initiatives citoyennes actuelles tendant à la solidarité mondiale et à la démocratie mondiale.

L'encadrement du séminaire sera assuré par les membres du CBDIBA et d'une équipe de l'ASCOP

Droits d'inscription : Béninois = 30.000 F CFA; autres Africain = 40.000 F CFA; autres nationalités = 100 €

Demandez la fiche d'inscription au CBDIBA, BP 256, BOHICON (Bénin) - cbdiba@intnet.bj

Ou téléchargez la :

www.recim.org/ascop/pr06-fr.htm

monda solidareco

est un bulletin édité par **SOLIDARITÉ MONDIALE CONTRE LA FAIM**

A VOTRE DISPOSITION :

- a des feuilles d'adhésion.
- a des tracts « projets ».
- a des bulletins supplémentaires.
- a Le règlement Fédéral de Solidarité Mondiale contre la Faim
Une participation aux frais est la bienvenue (3€ ou plus)

(Europe seulement :)

- a Des **chemisettes blanches** 20 € et **polos blancs** avec logo « Fonds Mondial ». Toutes tailles. 15 €+ frais d'envoi 3 €.
- a des **enveloppes DL** (11 cm x 22 cm) « Solidarité Mondiale contre la Faim » + logo. 6 € les 100 + frais d'envoi 3 €.
- a des photos et diapos (prêt ou achat).

COTISATIONS - DONNÉS - ABONNEMENTS - COMMANDES :

Comment payer ?

- a par chèque à l'ordre de **Globidar**.
- a par virement postal au **CCP PARIS 10.734.96.Z** à l'ordre de "**SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM**" ou par virement automatique (RIP) :
FR 57 30041 00001 1073496Z020 31

a Nous acceptons aussi tous billets de banque sous enveloppe ordinaire.

a chez FEL et UEA, compte MFSK-g (Belgique, Pays Bas et Espérantistes)

La comptabilité est tenue

Sur l'étiquette-adresse de l'enveloppe figure la date approximative de votre dernière participation financière (situation au 18 juin 2006).

COTISATIONS ET DONNÉS REÇUS

Décembre 2005	2 438 €
Janvier 2006	559 €
Février 2006	1 669 €
Mars 2006	5 433 €

MONDA SOLIDARECO est édité en Espéranto et en Français

Comité de rédaction : Alain Bal, Alain Cavelier, Danièle Charier, Daniel et Odile Durand, Bernard Muet,

Photos : Photothèque Fonds Mondial
Dessins : Yasmina Sahraoui.

Abonnement annuel : 5,00 €
Directeur de publication : D.Durand
CPPAP n° 0410 G 86482.

Imprimerie associative
Tél. : [+33](0) 241 784 775

info@globidar.org

<http://www.globidar.org>

MONDA SOLIDARECO

Les Nids

FR 49190 Saint-Aubin de Luigné
France